

ver amèneront une nouvelle hausse du chômage. Les politiques du gouvernement, notamment ses politiques économiques et fiscales, ne semblent pas axées sur la limite de 3 p. 100, fixée par le Conseil économique. De fait, on pourrait dire à juste titre que les politiques gouvernementales font plus de tort à l'économie que le mal à corriger.

A propos du deuxième objectif, le taux élevé de croissance économique, nous constatons, au contraire, un ralentissement de l'économie et un déséquilibre ridicule entre les diverses priorités économiques, qu'accroissent les réductions sévères pratiquées par le gouvernement dans les services publics essentiels: l'habitation, la rénovation urbaine, les travaux d'hiver et le contrôle de la pollution. De fait, on sacrifie le secteur public au profit du secteur privé et l'on fait peu pour le bien-être individuel ou collectif. Le Conseil économique a récemment déclaré, dans un de ses exposés, que les restrictions fiscales et monétaires feraient augmenter le chômage, ralentir l'économie et qu'elles n'auraient que des effets marginaux sur le taux de l'inflation.

• (4.00 p.m.)

En ce qui concerne la stabilité des prix, nous avons constaté une augmentation uniforme du prix des produits alimentaires, des produits manufacturés, des matières premières et des services en général. Nous avons noté des majorations plus considérables dans le prix du plomb, du cuivre, du nickel et de l'acier, et le ministre le plus directement en cause nous a dit ce qu'il en pensait. Le ministre du Commerce (M. Pepin) nous a dit qu'en fait, l'augmentation du prix du nickel ne touchait pas les Canadiens, la plus grande partie en étant exportée. Le député de Waterloo (M. Saltsman) a suggéré deux prix pour le nickel; on appliquerait le plus bas des deux aux fabricants canadiens pour leur permettre de lutter à armes égales sur le marché des exportations. Mais cette proposition n'a pas été bien accueillie par le ministre du Commerce. Quand les métallurgistes unis d'Amérique ont proposé une enquête publique au sujet de la hausse du prix de l'acier, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) a, lui aussi, rejeté cette idée.

Lorsque nous considérons les profits des banques, dont font état des déclarations financières récentes, nous comprenons pourquoi le Canada fait face, aujourd'hui, à de si graves difficultés. Les profits des banques sont exorbitants et les taux d'intérêt sont beaucoup trop élevés. Le ministre de l'Industrie et du Commerce espère que les taux d'intérêt s'ajusteront d'eux-mêmes par le processus ordinaire de l'offre et de la demande. Il ne tient pas compte des recommandations de certains

[M. Gilbert.]

députés de mon parti qui préconisent un taux de change flottant comme celui qui a donné de bons résultats dans beaucoup d'autres pays, en particulier en Allemagne de l'Ouest.

Il y a longtemps que les Canadiens sont aux prises avec le problème de l'inflation. Au lieu d'étudier sérieusement la question, le gouvernement a employé diverses méthodes destinées à effrayer les Canadiens. Il a utilisé la méthode traditionnelle qui consiste à créer du chômage; il a recouru aux impôts au lieu d'étudier des propositions plus constructives. On a l'impression qu'on a tramé un complot contre les syndicats, les associant à l'inflation.

L'inflation actuelle, au Canada, n'entraîne pas d'aussi graves conséquences que le supposent nombre de gens. Il suffit de comparer notre situation à celle d'autres pays pour constater que nous ne nous en tirons pas si mal. Je songe au rythme d'accroissement de l'inflation ici, comparativement à celui d'autres pays, notamment en Europe. Ce sont les moyens et les méthodes auxquels nous avons recouru qui ont causé l'inflation.

La façon d'agir du premier ministre (M. Trudeau), face à l'inflation, me déconcerte. Il en rejette la faute sur les syndicats. Il déclarait, dans son discours du 2 novembre, qu'en raison de leur puissant pouvoir de négociation, les syndicats s'efforçaient d'obtenir une plus large part du gâteau et s'arrangeaient pour que les petites gens paient les conséquences de leur avidité. Il a dit cela au cours d'une allocution télévisée, dans le cadre d'une campagne soigneusement conçue pour persuader les Canadiens que les hausses de salaire obtenues par les syndicats étaient la principale cause de l'inflation. Il s'agit de faire passer les syndicats pour des organismes avides et cupides, dont le seul but est de faire augmenter les revenus de leurs membres, aux dépens des veuves et des pensionnés sans défense et des deux tiers de la population active dépourvus de toute organisation.

Pareille attitude n'est vraiment pas digne de notre premier ministre. Au lieu de réexaminer les moyens et méthodes employés par le gouvernement pour combattre l'inflation, il s'efforce de noircir les syndicats. A ce sujet, j'aimerais vous lire les commentaires du rédacteur financier du *Daily Star* de Toronto:

Les syndicats ont raison de dire que les restrictions volontaires sur les prix et les revenus sont vouées à l'échec. Et si par miracle elles se révélaient fructueuses, elles seraient injustes... Les restrictions volontaires sont désavantageuses pour ceux qui les adoptent et avantageuses pour ceux qui n'en tiennent pas compte.

La raison pour laquelle les syndicats ont rejeté la proposition de la Commission des prix et des revenus sur les restrictions quant à la hausse des prix et des salaires, c'est que des difficultés se seraient immédiatement